

## **Session 34 – Quel avenir pour la démocratie ?**

*Coordination par Augustin LANDIER*

Défiance vis-à-vis des institutions et des représentants politiques, montée des régimes autoritaires en Europe et dans le monde, les peuples n'ont jamais semblé aussi sceptiques sur l'efficacité des institutions et des processus démocratiques au niveau national et international. Cette tendance est mondiale : Une part grandissante de la population, en particulier parmi les jeunes, affiche son absence d'attachement pour les principes démocratiques et une certaine admiration pour les régimes autoritaires.

Il s'agit d'un revirement assez inattendu : Après la chute du mur de Berlin, la « fin de l'Histoire » semblait laisser entrevoir une diffusion conjointe des dogmes démocratiques et capitalistes. Avec la crise économique de 2008 et ses conséquences, mais aussi du fait de l'ascendant qu'a pris, fier de son succès économique, le modèle Chinois, cette prédiction semble aujourd'hui clairement infirmée. Par ailleurs, les fruits de la révolution internet, qu'on pensait destinée à renforcer la délibération démocratique et faciliter le consensus se sont avérés amers : « fake news », conspirations en tous genre, polarisation stérilisante des débats.

Qu'en est-il vraiment ? Le recul de la démocratie libérale est-il une perception ou une réalité ?

Il est crucial de faire la part entre le rejet du principe démocratique et l'exaspération générée par le fonctionnement réel des institutions censées incarner ces principes : la crise de la représentation c'est avant tout le procès des représentants. Les peuples semblent dire que la démocratie est devenue factice, mais ils semblent aspirer plus que jamais à exprimer leurs préférences et leur identité. Les reproches concernent l'impression d'une capture du pouvoir par des intérêts en place, d'une confiscation des décisions cruciales par des autorités indépendantes (les banques centrales, la commission européenne etc.), d'une réponse inadaptée à la question des chocs inégalitaires, et enfin, d'une incapacité à déboucher sur des changements rapides et drastiques.

Sous cet angle, on peut s'interroger sur la manière de repenser le fonctionnement démocratique et réinventer la délibération publique: Réforme de la représentation et du fonctionnement administratif? Nouvelles formes de démocratie directe ? Décentralisation de certaines décisions (éducation, fiscalité etc.) à des échelons locaux ? L'expérience du Grand Débat français mérite qu'on en fasse le bilan.

Par ailleurs, il faut s'interroger de manière prospective sur les impacts économiques et politiques de la propagation de régimes non-démocratiques ? L'efficacité économique de la démocratie est-elle remise en cause par les expériences populistes et autocratiques ?